

Le maire accorde de faire des appels gratuits entre les détenus et leurs avocats

Jeudi 26 mars 2020

Par Susan Straub

Le maire Linda Gorton a renversé aujourd'hui une nouvelle politique au centre de détention qui, involontairement obligeait les détenus à payer pour les appels téléphoniques et vidéoconférences pour parler avec leurs avocats.

En réponse à la crise du COVID-19, le maire a fermé la prison à tous les visiteurs le 10 mars. "Notre seule intention était de rendre la prison plus sûre pour les détenus et les agents des services correctionnels", a déclaré Gorton.

À partir du 19 mars, le changement instaurant la suppression des visites a été élargi pour inclure les avocats, encore une fois pour améliorer la sécurité. Cependant, le changement empêche également les avocats de rendre visite personnellement à leurs clients à la prison.

La prison a des téléphones et vidéoconférences pour les détenus. Conformément aux politiques de l'État, on a toujours facturé les détenus pour les appels: actuellement, 14 cents la minute pour les appels téléphoniques audio uniquement et 7 \$ pour chaque vidéoconférence.

Gorton a déclaré que la prison ne facturera plus les appels ou les vidéoconférences pour les détenus qui communiquent avec leurs avocats. "Les personnes en prison ne peuvent pas travailler", a déclaré Gorton. « À cause de cela, leurs familles ont peut-être déjà des difficultés financières. Notre intention était d'améliorer la sécurité, pas d'augmenter le fardeau de ces familles. »